



Commissaire Nancy Bélanger  
Commissariat au lobbying du Canada  
410, avenue Laurier Ouest  
Ottawa (Ontario) K1R 1B7  
Par courriel : [nancy.belanger@lobbycanada.gc.ca](mailto:nancy.belanger@lobbycanada.gc.ca)

Le 3 septembre 2020

Madame la Commissaire,

Nous vous écrivons de nouveau en autant de semaines au sujet des communications potentiellement non enregistrées entre Rob Silver, le conjoint de la chef de cabinet du premier ministre Justin Trudeau, Katie Telford, et les plus hauts niveaux du gouvernement. M. Silver fait partie de l'équipe de direction de MCAP à titre de premier vice-président de la stratégie, de la politique et du risque et a cherché à faire apporter des changements à la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) qui auraient fait en sorte que MCAP aurait été admissible au programme.

Dans votre lettre du 11 août, vous avez reconnu que le Commissariat au lobbying avait entrepris une évaluation préliminaire des activités de lobbying non enregistrées de M. Silver visant à assurer un sous-contrat de 84 millions de dollars pour que MCAP administre les demandes au programme d'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC). Cela a été publiquement signalé dans le [Globe and Mail](#) le 21 août.

De récents reportages médiatiques révèlent d'autres communications potentiellement non enregistrées entre Rob Silver et de hauts responsables au Cabinet du premier ministre et au bureau de l'ancien ministre des Finances. Le [Globe and Mail](#) et [Vice News](#) ont indiqué que M. Silver a eu de nombreuses discussions avec le Cabinet du premier ministre et le bureau de l'ancien ministre des Finances afin d'apporter des changements à la SSUC pour que son employeur, MCAP, soit admissible au programme.

Selon les reportages médiatiques dont nous disposons, lors des communications non enregistrées de M. Silver, ce dernier a notamment tenté d'influencer la politique et a précisé les modifications législatives requises pour que MCAP soit admissible à la SSUC. Selon Vice News, « Silver a été jusqu'à demander des modifications législatives spécifiques à la Subvention salariale d'urgence du Canada, selon deux sources qui connaissent bien la question ».

Notre recherche préliminaire dans le registre des lobbyistes ne signale aucune communication enregistrée entre M. Silver/MCAP, le Cabinet du premier ministre ou le bureau de l'ancien

ministre des Finances sur des modifications au programme de subvention salariale. De plus, M. Silver n'est pas actuellement enregistré en tant que lobbyiste.

Madame la Commissaire, nous aimerions savoir si l'information publique disponible sur cette question justifie que votre bureau entreprenne une deuxième évaluation des communications non enregistrées entre M. Silver, le Cabinet du premier ministre et le bureau de l'ancien ministre des Finances sur les modifications au programme de subvention salariale pour que MCAP y soit admissible.

Nous savons que votre bureau exerce une surveillance proactive des médias et parlementaire afin d'identifier les infractions potentielles à la *Loi sur le lobbying*, et qu'il a peut-être déjà entrepris une évaluation préliminaire de la question susmentionnée.

Nous attendons votre réponse.

Veuillez agréer nos salutations distinguées,



Pierre Poilievre, député  
Ministre du Cabinet fantôme responsable des Finances



Michael Barrett, député  
Ministre du Cabinet fantôme responsable de l'Éthique